

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1857 - 10 mars 1994 - 3 F

### D 1857 EL SALVADOR : LES DOCUMENTS SECRETS SUR LA GUERRE CIVILE

Suite aux révélations de la Commission de la vérité concernant le rôle des États-Unis dans la lutte contre la subversion en El Salvador (cf. DIAL D 1780), le Congrès nord-américain avait demandé d'avoir accès aux archives du Département d'État, du Département de la défense et de la CIA. En début novembre 1993, ces organismes procédaient à la "déclassification" de 12.000 documents secrets. Le constat est accablant pour les gouvernements Reagan et Bush: ils étaient parfaitement au courant des violations les plus graves des droits de l'homme en El Salvador de 1980 à 1991.

Ci-dessous, un court extrait de l'article de Clifford Kraussen dans *The New York Times* du 8 novembre 1993, reproduit en espagnol dans sa totalité par la revue nicaraguayenne *Envío* de décembre 1993.

Note DIAL

Des rapports des services de renseignement mis à la disposition des chercheurs aux États-Unis sont la preuve évidente que les gouvernements Reagan et Bush ont reçu des informations détaillées sur les assassinats commis par des dirigeants de droite d'El Salvador dans les années 80; et que, malgré cela, ils ont continué de les soutenir.

Les rapports vont bien au-delà d'une simple mention des éventuelles connexions entre les assassinats politiques et des leaders comme Roberto D'Aubuisson, une mention qui avait déjà été faite en son temps au Congrès par des fonctionnaires du gouvernement, lesquels avaient précisé à plusieurs reprises qu'il s'agissait d'une information "limitée et incomplète".

Plus de 12.000 documents viennent d'être ainsi déclassifiés par le Département d'État, le Département de la défense et l'Agence centrale de renseignement (CIA) sur pressions du Congrès. Les documents révèlent que les gouvernements Reagan et Bush ont reçu des rapports des services de renseignement démontrant que l'armée salvadorienne - laquelle a reçu entre 1980 et 1991 un milliard de dollars d'aide militaire pour lutter contre la guérilla de gauche - a été dominée durant cette décennie par des officiers qui, à un moment ou à un autre de leur carrière, ont donné l'ordre ou ont participé à des opérations d'escadrons de la mort.

Nombre des documents ouverts au public ont trait à des évaluations ou des contacts nord-américains avec Robert D'Aubuisson, un leader de la droite, que la CIA a décrit dans un rapport destiné au gouvernement Reagan dans ses premiers jours comme le principal fanatique des propriétaires terriens de droite et le coordinateur des escadrons de la mort de droite qui ont assassiné des milliers de gauchistes et de suspects de sympathie pour la gauche au cours de l'année dernière. M. D'Aubuisson est mort de cancer en 1992<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Selon les documents secrets, c'est lui qui a très vite donné à l'ambassadeur nord-américain de San Salvador le nom du général commanditaire de l'assassinat des jésuites en novembre 1989. Cf. DIAL D 1772 (NdT).

Les documents citent également l'actuel vice-président Francisco Merino comme étant un organisateur d'escadrons de la mort. Ils affirment qu'en 1981 un enlèvement a été planifié chez Armando Calderón Sol, l'actuel maire de San Salvador et candidat de l'ARENA aux élections présidentielles. Les documents apportent la preuve que les États-Unis savaient que le ministre de la défense, le général René Emilio Ponce, récemment passé au cadre de réserve, a travaillé au début des années 80 avec les escadrons de la mort dirigés par D'Aubuisson, à l'époque où il était chef de la police de la circulation et officier de renseignement.

Pendant des années il a été expliqué que le gouvernement Reagan avait couvert M. D'Aubuisson et l'armée et qu'il avait menti au Congrès pour tourner la réglementation à l'aide militaire conditionnant celle-ci au respect des droits de l'homme en El Salvador. Ces explications ont ressurgi en mars 1993 quand le rapport de la Commission de la vérité<sup>2</sup>, publié sous l'égide des Nations unies, a amplement fait la preuve des abus commis par des officiers salvadoriens, lesquels ont été largement et pendant très longtemps protégés par Washington. C'est sur la base de ce rapport que des membres du Congrès ont exigé du gouvernement Clinton la déclassification des documents afin de pouvoir mieux connaître toute cette histoire.

Les documents mis à disposition en réponse à cette demande apporte l'évidence accablante que les gouvernements Reagan et Bush n'ont certes pas approuvé les activités de M. D'Aubuisson mais ont travaillé avec lui, comme partie d'une stratégie orientée au maintien de la cohésion d'une armée éclatée afin de lui permettre de vaincre la guérilla.

(Traduction de l'espagnol par DIAL)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

<sup>2</sup> Cf. DIAL D 1763, 1770, 1771, 1772, 1773 et 1774 (NdT).